

DIRECTION DES RESSOURCES MATERIELLES
ET DES FINANCES
CHI CVS

Nicolas VILAIN
Directeur Délégué

Jean-François SIERON
Directeur des Finances et
Ressources matérielles

**Cellule des Marchés
Publics**
☎ 02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
J.L. LETELLIER
Responsable des Services
Technique et sécurité
CENTRE HOSPITALIER
INTERCOMMUNAL CAUX
VALLÉE DE SEINE

CONTRAT DE CONCESSION DE TRAVAUX

Selon les articles L. 1121-1 et L. 1121-3 du Code de la commande publique

**Concession de travaux valant autorisation
d'occupation domaniale pour la conception, la
construction et l'exploitation d'une centrale
photovoltaïque en autoconsommation**

Numéro de la consultation : 25DTP011

PROCÉDURE DE PASSATION D'UNE CONCESSION

Selon les articles L.3111-1 et R. 3111-1 du Code de la Commande Publique.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Valant Cahier des Clauses Techniques Particulières et Cahier des Clauses Administratives Particulières

Entre :

Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (SIRET: 267 601 730 000 18) 19 Avenue René Coty – 76170 Lillebonne, représenté par Mr Nicolas Vilain – Directeur Délégué,

Et ci-après dénommé « l'Autorité concédante »

D'une part,

Et [A compléter par le candidat]

La société (Raison sociale) :

Adresse :

Code postal :

Bureau distributeur :

Téléphone :

Fax :

Courriel :

Numéro SIREN :

Numéro au registre du commerce :

Ou au répertoire des métiers :

Code NAF :

Capital social de (en euro) :

Représentée par :

Signataire :

Nom :

....

Prénom :

....

Qualité :

....

Et ci-après dénommée le « Concessionnaire »,

D'autre part,

- L'autorité concédante est responsable de la passation de la concession publique.
- Le ou les bénéficiaires de la concession sont les acteurs pour le compte duquel la concession est passée.

Le ou les bénéficiaires de la concession sont responsables de l'exécution de la concession publique, dans les conditions fixées par l'article R.6132-16 du Code de la Santé Publique.

Le titulaire de la concession est celui qui est identifié dans le contrat de concession. Il est incarné par un représentant personne physique habilité à le représenter. Tout changement de représentant ou changement de compétence des signataires doivent être communiqués au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 1	DISPOSITION GÉNÉRALES-----	4
ARTICLE 2	DISPOSITIONS PROPRES AU CONTRAT -----	4
ARTICLE 3	DURÉE DU CONTRAT -----	7
ARTICLE 4	DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS-----	7
ARTICLE 5	MODALITÉS D'EXPLOITATION DE L'OUVRAGE -----	9
ARTICLE 6	OCCUPATION DU DOMAINE -----	9
ARTICLE 7	PROPRIÉTÉ DES OUVRAGES-----	10
ARTICLE 8	RAPPORT D'INFORMATION À L'AUTORITÉ CONCÉDANTE -----	10
ARTICLE 9	PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CONCESSION -----	10
ARTICLE 10	DUSPOSITIONS GÉNÉRALES -----	11
ARTICLE 11	DISPOSITIONS ÉCONOMIQUES -----	13
ARTICLE 12	DISPOSITIONS PRATIQUES -----	15
ARTICLE 13	RÈGLEMENTS DES DIFFÉRENDS ET DES LITIGES -----	17
ARTICLE 14	ANNEXES -----	18

1.1 OBJET DE LA CONCESSION

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent les prestations suivantes :

Concession de travaux valant autorisation d'occupation domaniale pour la conception, la construction et l'exploitation d'Ombrières photovoltaïque en autoconsommation sur le site Rosenberg (Lillebonne) du CHI CVS

Le service délégué au concessionnaire du présent contrat porte à minima sur :

- Le Financement
- La conception
- La construction
- L'exploitation

Le concessionnaire se rémunérera exclusivement sur l'exploitation de l'ouvrage. Cette exploitation consiste en la mise à disposition de l'ouvrage en contrepartie d'un prix à des fins d'utilisation de l'électricité produite dans le cadre de l'opération d'autoconsommation. Le concessionnaire se verra confier la maintenance de l'ouvrage. La rémunération qu'il percevra au titre de la mise à disposition de la centrale devra inclure les coûts d'entretien, de maintenance et de remise en état des équipements sur toute la période du contrat. Dans ce cadre, le concessionnaire assumera tous les risques économiques liés notamment à la maintenance de la centrale.

En contrepartie de l'occupation du domaine par le concessionnaire, redevance sera due à l'autorité concédante, conformément aux dispositions du Cahier des Charges.

Le concessionnaire assurera la maîtrise d'œuvre, l'autorité concédante sera le maître d'ouvrage de la réalisation d'Ombrières photovoltaïque. Le concessionnaire est tenu de se garantir contre tous les risques liés à la conception, la construction et l'exploitation de la centrale photovoltaïque.

Les prestations effectuées au titre de la présente concession doivent être conformes à la législation et à la réglementation en vigueur à la date d'exécution.

Les conditions générales de vente du fournisseur ne sont pas opposables à l'administration.

NB : Les candidats doivent intégrer l'ensemble des dispositions nécessaires pour répondre aux contraintes associées (Permis de construire, autorisation de travaux...).

1.2 PRESENTATION DU CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL CAUX VALLEE DE SEINE

Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine est un établissement public de santé, placé sous la tutelle du Code de la Santé Publique, qui régit son fonctionnement. En vertu de ce cadre juridique, ses principales obligations incluent:

- L'organisation de l'accueil des patients et la fourniture des soins 24h/24 ;
- La continuité des soins ;
- L'absence de discrimination à l'entrée des patients.

Il s'agit d'un établissement de proximité, intégré au Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) de l'Estuaire de la Seine. Le Centre Hospitalier s'engage dans une démarche de qualité et de gestion des risques.

Au fil des années, l'établissement a su développer un réseau partenarial solide avec divers acteurs, dont :

- Le Groupe Hospitalier du Havre ;
- Le Groupement d'Intérêt Public de restauration ;
- Le Groupement d'Intérêt Économique Scanner ;
- Le GIE IRM Juliobona ;
- Le Réseau diabète de l'Estuaire, etc.

Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine est principalement implanté sur deux sites :

- L'hôpital Rosenberg situé à Lillebonne ;
- L'Hôpital Fauquet situé à Bolbec.

Les services

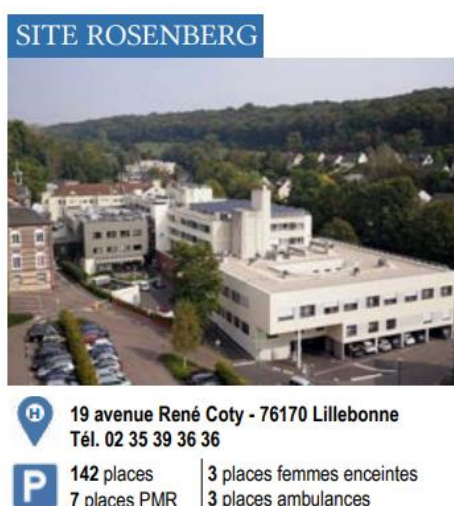
L'établissement offre une gamme variée de services, à savoir :

- Urgences ;
- Médecine et Réadaptation (comprenant l'hospitalisation conventionnelle, l'hospitalisation de jour et 4 lits de soins palliatifs) ;
- Chimiothérapie ambulatoire ;
- Soins de Suite et de Réadaptation ;
- Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie ;
- Urgences / SMUR ;
- Femme-Mère-Enfant ;
- Gynécologie - Obstétrique ;
- Anesthésie ;
- Centre de planification et d'éducation familiale ;
- Filière Gériatrique et Médico-Sociale ;
- EHPAD ;
- Pôle d'Activités et de Soins Adaptés ;
- Accueil de Jour Alzheimer ;
- Consultation d'évaluation gériatrique ;
- Service de Soins Infirmiers à Domicile ;
- Service Polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile ;
- Médico-technique ;
- Pharmacie ;
- Imagerie Médicale ;
- Service des consultations de spécialités.

Accès aux sites

Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine est idéalement situé à 35 km du Havre et à 65 km de Rouen. Ses différents sites sont accessibles à proximité des centres-villes et des axes autoroutiers principaux, notamment les autoroutes A29 et A13.

SITE ROSENBERG 19 avenue René Coty - 76170 Lillebonne Tél. 02 35 39 36 36



Capacité du site Rosenberg

Le site Rosenberg du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine présente les capacités suivantes :

- Unités de Haute Consommation de Soins (UHCD) : 4 lits ;
- Médecine : 52 lits et 10 places en médecine ;
- Gynécologie : 6 lits ;
- Obstétrique : 18 lits, avec environ 510 naissances prévues pour l'année 2024 ;
- Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) : 103 lits ;
- PASA (Pôle d'Activités et de Soins Adaptés) : 12 places ;
- Service des Urgences : environ 22 000 passages annuels ;
- SMUR (Service Mobile d'Urgence et de Réanimation) : environ 920 sorties par an.

SITE FAUQUET 365 rue Lechaptois- 76210 Bolbec Tél. 02 35 39 36 36



Capacité du site Fauquet

Le site Fauquet du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine présente les capacités suivantes :

- Soins de Suite et de Réadaptation (SSR) : 52 lits ;
- Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) : 216 lits ;
- PASA (Pôle d'Activités et de Soins Adaptés) : 12 places ;
- Accueil de Jour Alzheimer (AJA) : 6 places ;
- Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) : 55 places.

Article 2 DISPOSITIONS PROPRES AU CONTRAT

Ombrières photovoltaïques Parking Hôpital ROSENBERG

Dans le cadre du projet, le CHI CVS souhaite une proposition pour le financement, la conception, la réalisation et l'exploitation d'ombrières sur parking de l'hôpital Rosenberg.

La solution permettra d'autoconsommer la production et le prestataire aura à sa charge les opérations suivantes :

- Financer le projet
- Concevoir les installations de production d'électricité photovoltaïque
- Construire les installations photovoltaïques

- Assurer l'entretien et la maintenance des installations, conformément à la délégation qui lui sera faite par l'autorité concédant, incluant le remplacement des équipements défectueux, obsolètes ou hors d'usage.
- Mettre à disposition l'énergie de façon normée pour qu'elle puisse être consommée.
- Exploiter les installations à ses risques et périls.

La vocation principale de l'ouvrage ainsi construit est la production d'énergie photovoltaïque dans le cadre d'une opération d'autoconsommation.

Le titulaire se rémunérera exclusivement sur l'exploitation de l'ouvrage. Cette exploitation consiste en la mise à disposition de l'ouvrage en contrepartie d'un prix à des fins d'utilisation de l'électricité produite dans le cadre de l'opération d'autoconsommation.

Le titulaire se verra confier la maintenance de l'ouvrage. La rémunération qu'il percevra au titre de la mise à disposition de la centrale devra inclure les coûts d'entretien, de maintenance et de remplacement des équipements. Dans ce cadre, le concessionnaire assumera tous les risques économiques liés notamment à la maintenance de la centrale.

4.2 Valeur de la concession

Valeur estimée de la concession

Le montant total de la concession est estimé à 1 900 000 € HT, environ 76 000.00 € HT/an sur une durée de 25 ans.

Le montant estimé se compose entièrement des recettes estimées liées à l'exploitation de l'ouvrage.

Ce montant demeure une estimation dans la mesure où le montant définitif de la concession sera déterminé par l'offre du candidat retenu conformément au règlement de consultation.

4.3 Modalités de réalisation des travaux

Le concessionnaire devra assurer le financement, les missions de conception et de construction des installations photovoltaïque et de l'ensemble des ouvrages annexes et notamment les raccordements, l'installation des équipements de stockage et de transformation, les voies d'accès et la sécurisation de l'installation.

Dans ce cadre, le mémoire technique des candidats doit comporter une proposition technique détaillée de cette conception, les moyens affectés, les cheminements des réseaux ainsi que les délais estimés.

Le concessionnaire soumettra à l'autorité concédante l'ensemble des plans et avant-projets selon le calendrier défini par son mémoire technique.

Le concessionnaire sera chargé de l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet de la concession (permis de construire, permissions de voirie...) et des études à produire qui en découlent. Le concessionnaire sera également en charge de l'ensemble des procédures de raccordement du projet au réseau de l'établissement ainsi que de l'ensemble des contrôles réglementaires pour la réception et toute au long de l'exploitation.

La capacité d'autoconsommation d'électricité du site est estimée à 450MWh/an. Cette valeur a été estimée en fonction de la puissance des transformateurs présents dans le bâtiment énergie et des consommations du site. En annexe 3, une extraction des points 10 minutes a été jointe.

La totalité de la production de la centrale photovoltaïque a vocation à être consommée par l'hôpital.

Le concessionnaire devra réaliser l'ensemble des missions de construction dans un délai maximum de 18 mois à compter de la signature du contrat de concession et conformément au calendrier établi dans le mémoire technique.

Les opérations de construction devront comprendre l'ensemble des travaux nécessaires de façon à conserver l'ensemble du stationnement, l'état des structures et des locaux, ainsi que les travaux nécessaires à la sécurité et la qualité des lieux.

L'autorité concédante procédera à tout contrôle et surveillance du chantier qu'elle jugera nécessaire durant toute la durée des travaux.

En revanche, tant l'approbation que le contrôle de l'autorité concédante, ne limite en rien la responsabilité du concessionnaire. En particulier, toutes vérifications et essais nécessaires sont réalisés par le concessionnaire sous son entière responsabilité.

4.4 Réception des travaux

L'achèvement de l'ouvrage fait l'objet d'un procès-verbal d'acceptation des ouvrages existants et des travaux réalisés par le concédant et d'un état des lieux contradictoirement effectué par l'autorité concédante et le concessionnaire. Préalablement à la réception des travaux, le concessionnaire remettra le Dossier d'Ouvrage Exécuté complet et l'ensemble des rapports de vérifications réglementaires initiaux par les organismes agréés.

Composition minimum du DOE remis :

- les notices techniques descriptives
- les notices de fonctionnement sur l'utilisation du matériel
- les notices d'entretiens
- les plans d'exécution, plans de distribution et de détail de l'installation
- les notes de calculs, les fiches techniques des éléments présents sur l'équipement avec les références associées
- le manuel utilisateur
- le manuel de maintenance décrivant la périodicité des éléments à remplacer
- les automatismes et leur programme

Article 5 MODALITÉS D'EXPLOITATION DE L'OUVRAGE

5.1 Mise à disposition

L'exploitation de l'ouvrage consiste en la mise à disposition de la centrale photovoltaïque en contrepartie d'un prix pour couvrir les besoins définis.

L'exploitation de l'ouvrage est en conformité avec les modalités d'occupation du domaine ci-après définies.

Le concédant dispose du droit d'imposer au concessionnaire de nouvelles obligations dans l'exploitation de l'ouvrage dans l'intérêt général.

Le concessionnaire est tenu d'assurer la continuité de l'exploitation de l'ouvrage sauf dans les cas de force majeure définis par le contrat de concession pendant toute la durée de la concession qui lui est confiée.

En cas de défaillance, des pénalités peuvent être réclamées.

5.2 Entretien et Maintenance

Le concédant délèguera au concessionnaire l'entretien et la maintenance de l'ouvrage dans les conditions ci-dessous.

Le prix de cette prestation devra être compris dans le montant de la redevance proposé par le candidat.

Tous les ouvrages, équipements, installations et matériels situés dans le périmètre de la concession et/ou nécessaires à la bonne marche de l'exploitation sont entretenus en bon état de fonctionnement et réparés par les soins du concessionnaire à ses frais.

Le remplacement, la réfection ou la réparation des ouvrages ou équipements détériorés, obsolètes ou disparus sont exécutés par le concessionnaire dès lors que le défaut ou la disparition est constatée.

Article 6 OCCUPATION DU DOMAINE

Dans la mesure où la concession sera exécutée sur le domaine de l'autorité concédante, le contrat de concession comprendra une convention d'occupation du domaine au profit du concessionnaire.

Le concessionnaire sera donc autorisé à occuper le domaine à usage d'exécution de la concession de travaux à l'exclusion de tous autres usages. La convention d'occupation du domaine sera constitutive de droits réels dans les limites définies par le contrat de concession.

La convention d'occupation temporaire sera conclue pour toute la durée de la concession et les modalités de résiliation relèveront des mêmes modalités que de la concession.

L'entrée sur le domaine interviendra à la date de signature de la concession.

L'occupation du domaine fera l'objet d'une redevance qui sera forfaitaire pour un montant de 1000 € HT / an.

Article 7 PROPRIÉTÉ DES OUVRAGES

Les ouvrages existants remis à titre gratuit par l'autorité concédante pour la réalisation de la présente concession demeurent la propriété de l'autorité concédante. Le concessionnaire est responsable de ces ouvrages, pendant toute la durée de l'exécution de la concession.

Les ouvrages réalisés dans le cadre de la présente concession n'étant pas indispensables au fonctionnement du service public, ils sont de la propriété du concessionnaire dès leur achèvement.

A l'issue de la concession, le concédant entrera gratuitement en possession des biens qui font partie de la concession.

Article 8 RAPPORT D'INFORMATION À L'AUTORITÉ CONCÉDANTE

En application de l'article L.3131-5 du Code de la Commande Publique, et parallèlement à ce qui a été énoncé plus tôt, le concessionnaire produira chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du présent contrat ainsi qu'une analyse de la qualité des services.

En application de l'article R.3131-2 du code précité, ce rapport devra être transmis avant le 1er Juin de chaque année. Il tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné et respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le concessionnaire à la disposition de l'autorité concédante, dans le cadre de son droit de contrôle. Le rapport comprend, notamment :

8.1 Les données comptables suivantes :

- a) Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la concession rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;
- b) Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
- c) Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- d) Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;

8.2 Analyse des ouvrages

Une analyse de la qualité des ouvrages ou des services demandés au concessionnaire, comportant tout élément qui permette d'apprécier la qualité des ouvrages ou des services exploités et les mesures proposées par le concessionnaire pour une meilleure satisfaction des usagers.

Article 9 PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CONCESSION

Les documents contractuels relatifs à la présente procédure sont ceux listés ci-après, par ordre de priorité décroissante.

En cas de discordance constatée entre plusieurs pièces, les éléments renseignés dans le document hiérarchiquement le plus haut placé entre les documents concernés seront applicables.

Pièces Particulières

Les pièces de la concession sont celles définies ci-après, hiérarchisées comme suit :

- Le contrat de concession de travaux (CCP) finalisé portant autorisation d'occupation du domaine. Le contrat fera apparaître (entre autres) le coût de la redevance annuel ;
- Le mémoire technique (la proposition technique et financière du concessionnaire) ;
- Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux tenant compte des délais d'obtention des autorisations et permettant de respecter les délais d'exécution prévus au cahier des charges ;
- Le cas échéant, les modalités complémentaires d'occupation du domaine nécessaires.

Article 10 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

10.1 Assurances

Le titulaire de la concession certifie avoir contracté des assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accident, ou à la suite de dommages causés lors de la réalisation prestations résultant de son activité professionnelle. Il s'engage à communiquer les documents aux bénéficiaires de la concession et au pouvoir adjudicateur, dès que ceux-ci en feraient la demande.

Le Concessionnaire s'interdit tout recours contre l'Autorité concédante quel que soit le fondement de ce recours et notamment en cas de vols, pertes, avaries, effractions, qui pourraient se produire dans les locaux concédés et sur ses installations.

L'Autorité concédante ne sera en aucun cas tenue de supporter toutes ou partie des conséquences pécuniaires des accidents ou maladies dont pourraient être victimes le concessionnaire et/ou ses préposés et/ou les bénéficiaires du service.

Il doit être prévu dans le ou les contrats d'assurances souscrits par le Concessionnaire que :

- Les compagnies d'assurances ont communication des termes spécifiques de la présente Convention afin de rédiger en conséquence leurs garanties ;
- Les compagnies d'assurance du Concessionnaire s'engagent à notifier à l'Autorité concédante toute résiliation pour quelque motif que ce soit ;
- Les compagnies d'assurance renoncent à exercer tout recours contre l'Autorité concédante et ses assureurs.

Justification des assurances

Les attestations d'assurance doivent être communiquées à l'Autorité concédante dès l'entrée en vigueur du Contrat. Le Concessionnaire lui adresse, à cet effet, les attestations d'assurance qui font apparaître les mentions suivantes :

- ♣ le nom de la compagnie d'assurance ;
- ♣ le numéro de police ;
- ♣ les activités et les biens garantis ;
- ♣ les risques garantis ;
- ♣ les montants de chaque garantie ;
- ♣ les principales exclusions ;
- ♣ la période de validité.

Ces informations sont à fournir avant le 31 janvier de chaque année.

L'Autorité concédante exige du Concessionnaire la justification du paiement régulier des primes d'assurances.

Toutefois, cette communication n'engage en rien la responsabilité de l'Autorité concédante pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avèreraient insuffisants.

Quelle que soit la cause du sinistre, le Concessionnaire ne peut demander à l'Autorité concédante aucune compensation liée à une perte d'exploitation.

Le Concessionnaire doit fournir les polices d'assurance souscrites sur simple demande de l'Autorité concédante.

10.2 Evolution de la réglementation

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour de sa notification.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques aurait pour effet d'affecter l'exécution du contrat, le concessionnaire s'engage à accepter cette modification et ces décisions dans le cadre du contrat et sans indemnités.

10.3 Sous-traitance – subdélégation

Le Concessionnaire prend toutes dispositions pour assurer le contrôle des services sous-traités ou subdélégués.

Le Concessionnaire reste entièrement responsable, vis-à-vis de l'Autorité concédante, de l'exécution des services sous-traités ou subdélégués. Ces prestataires exécutent le service sous la direction du Concessionnaire et ne pourront se retourner contre l'Autorité concédante pour quelque motif que ce soit.

Les contrats de sous-traitance et de subdélégation ne pourront avoir une date d'échéance postérieure à celle de la présente convention, sauf autorisation expresse et préalable de l'Autorité Délégente. A défaut, le contrat ne sera pas opposable à l'Autorité Délégente.

En cas de défaillance d'un prestataire sous-traité ou d'un subdélégué, le Concessionnaire mettra tout en œuvre pour pourvoir à son remplacement.

En cas de divergence ou de contradiction entre les stipulations de la Convention et les contrats de sous-traitance ou de subdélégation, celles de la présente Convention prévalent.

Chaque sous-traitant ou subconcessionnaire doit justifier des mêmes garanties techniques, financières et professionnelles que le Concessionnaire pour la fraction du service dont l'exécution lui est confiée. La liste des sous-traitants ou subconcessionnaires pour l'exécution de la présente convention est fournie par le concessionnaire.

Avant la signature du contrat de sous-traitance ou de subdélégation, le sous-traitant ou le subconcessionnaire doit être agréé expressément par l'Autorité concédante qui appréciera les garanties professionnelles et financières des affrétés et leur aptitude et le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2, L. 5212-3 L. 5212-4 du Code du Travail. A l'appui de chaque demande d'agrément, le Concessionnaire transmettra à l'Autorité concédante tout document de nature à permettre à cette dernière d'apprécier les garanties et l'aptitude du sous-traitant ou le subconcessionnaire.

A défaut de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande complète du Concessionnaire, l'agrément de l'Autorité concédante est réputé tacitement obtenu.

Après agrément de l'affrété, du sous-traitant ou du subconcessionnaire, les contrats que le Concessionnaire conclurait pendant la durée de la présente convention sont transmis pour information à l'Autorité concédante au plus tard le dernier jour ouvré du mois suivant celui de leur signature.

Faute de transmission, le Concessionnaire pourra se voir appliquer une pénalité.

Dans le cas de recours à la sous-traitance ou la subdélégation ponctuellement et par courtes durées, rendu nécessaire par l'obligation de continuité du service ou motivé par une situation exceptionnelle et/ou une contrainte d'ordre technique, le Concessionnaire aura l'obligation d'informer l'Autorité concédante dans les meilleurs délais par tout moyen utile de communication, et d'en faire état dans les comptes rendus périodiques tels que définis par la présente Convention.

Le personnel des sous-traitants en contact avec les usagers devra être en tenue à l'identique des autres personnels.

Sous-location

Toute sous-location totale ou partielle de l'espace foncier, du matériel et du mobilier mis à disposition du concessionnaire se fera avec l'accord exprès de l'Autorité concédante.

10.4 Notification, mise en demeures

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la future convention seront valablement effectuées par courriel certifié ou par lettre avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation, ou remis en main propre avec récépissé au personnel du Concessionnaire.

Tout délai relatif à une mise en demeure est décompté, sauf dispositions contraires, à partir de sa date de réception par le Concessionnaire du courriel certifié ou de la lettre avec avis de réception.

Concernant la remise en main propre avec récépissé, le délai de mise en demeure court le lendemain de la remise en main propre.

10.5 Informations complémentaires à fournir par le titulaire

Le titulaire certifie qu'il est en règle vis à vis des lois fiscales et sociales et s'engage en outre à informer le Groupe Hospitalier du Havre, pouvoir adjudicateur, et dès qu'elles apparaissent, de toutes modifications dans son statut. Le présent contrat sera résilié de plein droit sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité en cas d'inobservation de cette clause.

Article 11 DISPOSITIONS ÉCONOMIQUES

Le concessionnaire assure l'intégralité du financement de la réalisation de l'ouvrage, y compris le raccordement de l'ouvrage au réseau de l'hôpital.

Le concessionnaire se rémunérera intégralement sur l'exploitation de l'ouvrage qui consistera dans la mise à disposition de la centrale photovoltaïque en contrepartie d'un prix.

Les conditions de tarification de la mise à disposition de l'ouvrage par le concessionnaire au titre de la mise à disposition de la centrale photovoltaïque dans le cadre de l'opération d'autoconsommation seront fixées selon les modalités proposées par le candidat dans son mémoire technique.

Nota : Dans le cas où le coût MWh d'électricité produit par les installations photovoltaïques sera supérieur au coût du prix MWh réseau EDF, le CHI CVS pourra limiter sa consommation au niveau de la centrale sur un ratio défini en phase d'échange lors des tours de négociation avec le prestataire.

11.1 Etablissement des prix de la concession

Redevance fixe

Le présent contrat est consenti moyennant une redevance annuelle, fixe, globale et forfaitaire de XX euros hors taxes sur la valeur ajoutée (XX € HT/an).

La Redevance sera payable, par l'autorité concédante au concessionnaire de manière trimestrielle. La Redevance sera majorée de la TVA au taux en vigueur.

La première et la dernière échéance seront calculées au prorata temporis.

Les factures devront être réglées au concessionnaire par l'autorité concédante dans les cinquante (50) jours ouvrés de leur réception.

Le paiement s'effectuera par virement sur le compte qui lui sera indiqué par le concessionnaire.

Ce montant pourra être révisé chaque année au 1^{er} janvier, ils peuvent être ajustés à la baisse comme à la hausse par période de 12 mois, selon les formules de révision des prix ci-après :

$$R = R_0 * (0,70 + 0,20 * \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0,10 * \frac{FSD_1}{FSD_{10}})$$

Description des éléments de la formule :

« R0 » correspond au montant de la redevance annuelle de la première année du marché

« R » correspond au montant de la redevance annuelle de l'année à venir

ICHT-IME0 : valeur connue à date de l'attribution du marché de l'indice du coût des « Industries Mécaniques et Electriques » – publié sur le site « le moniteur » (Base 100 – décembre 2008). La valeur « hors effet CICE » sera considérée.

ICHT-IME : valeur à la date de révision de l'indice du coût des « Industries Mécaniques et Electriques » – publié sur le site « le moniteur » (Base 100 – décembre 2008). La valeur « hors effet CICE » sera considérée.

FSD10 : valeur connue à date de l'attribution du marché de l'indice Frais et services divers, modèle de référence n° 1 publié sur le site le « moniteur » (Base 100 – juillet 2004).

FSD1 : valeur connue à date de révision de l'indice Frais et services divers, modèle de référence n° 1 publié sur le site le « moniteur » (Base 100 – juillet 2004).

Le concessionnaire est invité à formuler sa proposition de révision des tarifs des prestations au moins deux (2) mois avant cette date par lettre recommandée avec accusé de réception auprès du Directeur Général du Centre Hospitalier. Cette proposition de révision doit par ailleurs être motivée. Cette révision ne pourra intervenir qu'après accord du Centre Hospitalier.

Intéressement aux résultats de la production

En sus de la redevance prévue et pour intéresser le concessionnaire à la bonne performance de ses missions, un système d'intéressement (bonus/malus) est mis en place.

A la fin de chaque année, un bilan de la production d'électricité autoconsommée sera réalisé et un intéressement sera calculé suivant la formule suivante :

$$I = (PR - PG) * \left(\frac{RN}{PG} \right)$$

Description des éléments de la formule :

« I » correspond au montant de l'intéressement (euros).

« PR » correspond à la quantité d'électricité autoconsommée sur l'année écoulée (MWh).

« PG » correspond à la Production Garantie et à l'engagement de production annuelle du concessionnaire (MWh)

« RN » correspond à la redevance annuelle de l'année écoulée

L'intéressement sera payable annuellement à terme échu, au plus tard le 5 du mois suivant le mois anniversaire de la mise en service de l'installation.

L'intéressement sera majoré de la TVA au taux en vigueur.

Les factures seront établies au format numérique et dématérialisées au nom de l'autorité concédante. Les factures seront rédigées en conformité avec les conditions des présentes et devront porter les références complètes.

Les factures devront être réglées au concessionnaire dans les cinquante (50) jours ouvrés de leur réception par l'autorité concédante ; étant ici précisé qu'en cas de Malus, le l'autorité concédante bénéficiera d'un avoir sur sa prochaine facture (et sur les suivantes).

Le paiement s'effectuera par virement sur le compte qui lui sera indiqué par le concessionnaire.

Le compteur d'électricité utilisé pour mesurer la production annuelle d'électricité autoconsommée fera l'objet d'un contrôle de conformité annuel par un organisme agréé et sera transmis avec les factures d'intéressement.

11.2 Dispositions relatives à la facturation et aux conditions de paiement

Concernant le paiement, il s'effectuera, en fonction des établissements, et en application des articles R.3133-11 et R.3133-12, sous 50 jours pour les Centres Hospitaliers.

En cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires applicables est le taux d'intérêt légal fixé aux articles R2192-31 et suivants du Code de la Commande Publique.

En cas de modification, en cours d'exécution de la concession, de l'identité bancaire ou postale précisée sur l'acte d'engagement, il appartiendra au titulaire d'en aviser la Cellule des Marchés du Groupe hospitalier du Havre et de lui communiquer le numéro et l'intitulé de la nouvelle identité bancaire ou postale au profit de laquelle les règlements devront être effectués.

Facturation électronique :

Les factures seront adressées gratuitement sous forme électronique, sur le portail de dématérialisation CHORUS (code service transmis à la notification de la concession) à l'adresse suivante : chorus-pro.gouv.fr

Les factures comportent les indications suivantes : Le nom et l'adresse du créancier

L'identité bancaire ou postale, le code d'établissement, le code guichet, le numéro de compte complet, tel que précisé dans l'acte d'engagement

- Les références et l'objet de la concession
- Le site consommateur
- Le numéro et la date du bon de commande
- Le montant hors T.V.A de la prestation exécutée
- Le taux et le montant de la T.V.A applicable
- Le montant total T.T.C des prestations effectuées
- La date de facturation

Article 12 DISPOSITIONS PRATIQUES

12.1 Modifications de la concession en cours d'exécution

Le marché peut être modifié au cours de son exécution, et ce, par les différents mécanismes énoncés aux articles R.3135-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article précité, le marché pourra ainsi être modifié par la mise en place de clauses de réexamen. Cette clause, pour être effective, devra remplir les différents critères mentionnés ci-après :

- Elle relèvera d'une décision simple du pouvoir adjudicateur, à savoir le Centre Hospitalier Eure-Seine, et prendra la forme d'un avenant signé entre les parties.
- Elle pourra porter sur la mise à jour de la concession au regard de l'évolution réglementaire.

12.2 Pénalités applicables

Le concessionnaire est tenu de respecter le calendrier prévu pour l'achèvement de l'ouvrage.

12.2.1 Pénalités de retard

En cas de retard dans l'achèvement des travaux ou d'une des dates fixées par le contrat de concession, le concédant adresse une mise en demeure au concessionnaire de se conformer à ses obligations. Le concessionnaire verse une pénalité de retard au concédant d'un montant de 200 € par jour de retard.

Après 30 jours à compter de la mise en demeure restée infructueuse, et en l'absence d'un accord amiable, le concédant a le droit de résilier le contrat aux torts et griefs du concessionnaire dans les conditions prévues par ledit contrat.

Toutefois, les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables au cas où le délai prévu à l'article pour la réalisation des travaux était prolongé en raison de l'un des événements listés ci-dessous :

- Un cas de force majeure tel que défini à l'article 1218 du Code civil,

- La liquidation judiciaire ou la disparition d'une entreprise travaillant sur le chantier et qui a été présentée à l'autorité concédante dans les conditions prévues par les articles R. 3134-1 et suivants de la commande publique,
- Le retard dans les travaux de raccordement du fait du gestionnaire de réseau,
- Les injonctions administratives de suspendre les travaux,
- Les intempéries et aléas climatiques au sens de la réglementation du travail,
- Toute entrave ou limitation d'accès au site par l'autorité concédante.

La prorogation du délai précité sera d'une durée égale à celle pendant laquelle l'évènement considéré aurait fait obstacle à la poursuite des travaux.

Dans ce cas, le concessionnaire informe immédiatement l'autorité concédante de la survenance de l'évènement et de la suspension des travaux. Dès que l'évènement prend fin, le concessionnaire informe l'autorité concédante de la reprise du chantier.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant, avec un plafond de 20%.

12.2.2 Autres pénalités

Pénalités pour absence ou retard aux réunions :

En cas d'absence aux réunions, non excusée et acceptée auprès du maître d'ouvrage, le titulaire dument convoqué se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 100,00 € par absence.

En cas de retard aux réunions, le titulaire dument convoqué se verra appliquer une pénalité de 50,00 € par heure de retard commencée.

Pénalité de non transmission des documents

En cas de retard de fourniture de plans d'exécution, de PV de réception, de documentations techniques, de procès-verbaux, d'avis techniques, d'échantillons, de nuanciers, de catalogue de choix, de bordereaux de suivi des déchets (SOGED, ...) à toute phase du chantier (période de préparation, réalisation, réception), une pénalité de 200,00 € par jour ouvré de retard, par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG-Travaux, sera appliquée au titulaire à compter du 2ème rappel par le Maître d'ouvrage.

Pénalités pour retard sur le repli du chantier

En cas de retard constaté par le maître d'ouvrage sur le repli des installations de chantier, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par jour ouvré de retard, par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG-Travaux,

Pénalités pour insuffisance de propreté et de tenue en état du chantier

En cas de non-respect des dispositions relatives à la sécurisation du chantier (bonne fermeture des portes et barrières de protection) L'ensemble du chantier de ses abords et des voies d'accès (y compris les voies publiques) devront, en permanence, être tenus en état de propreté. Il est formellement interdit tout stockage, ainsi que toute circulation hors des zones indiquées sur le plan d'installation de chantier. L'ensemble du chantier devra être sécurisé (fermetures des portes et barrières de protection) et maintenue en bon état de propreté. Faute par le titulaire de satisfaire dans un délai d'1 journée à compter de la mise en demeure visant au respect de ces obligations et formulée par le représentant du maître d'ouvrage, il lui sera appliqué, dès dépassement du délai susvisé, une pénalité journalière de 200,00 € sera appliquée.

En outre, indépendamment des pénalités appliquées, le maître d'ouvrage se réserve, passé le délai susvisé, la possibilité de faire procéder, aux frais et risques de l'entreprise, au nettoyage du chantier par une entreprise tierce.

Pénalités relatives à la gestion des déchets En cas de non-respect des stipulations relatives au tri des déchets de chantier, le titulaire en infraction encourt, sur simple constatation du maître d'ouvrage, une pénalité fixée à 200,00 € par jour ouvré d'infraction, par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG-Travaux,

Pénalité pour non-respect des dispositions relative à la sécurité

En cas de non-respect des dispositions relatives à la sécurité, une pénalité de 200,00 € par jour ouvré de retard, par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG-Travaux, sera appliquée au titulaire à compter du 2ème rappel par le représentant du maître d'ouvrage.

12.2.3 Pénalités en cas de non-atteinte de la production garantie annuelle.

Le titulaire s'engage dans son offre sur une production qu'il garantira sur l'année. En cas de non-atteinte de la production garantie annuelle, le titulaire du marché subira une pénalité qui sera calculée sur le volume de la production non réalisée. Le prix de la pénalité sera la différence entre la valeur du KWH du contrat et la valeur du fournisseur d'électricité de l'hôpital sur la période considérée, majoré de 10 % multiplié par le nombre de KWH d'écart.

12.3 Sanctions / Résiliation

La concession pourra être résiliée de façon anticipée par l'autorité concédante dans les conditions prévues par le contrat de concession :

- pour motif d'intérêt général,
- pour force majeure et imprévision
- pour faute du concessionnaire.

12.4 Exclusivité du titulaire

Pendant toute la durée de la concession, le titulaire aura seul le droit d'assurer les prestations faisant l'objet de la présente concession, sauf dérogations pour prestations non conformes.

12.5 Constatation de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées par les services techniques de l'autorité concédante.

Article 13 RÈGLEMENTS DES DIFFÉRENDS ET DES LITIGES

13.1 Règlement des différends

Les différends sont soumis à une Commission de conciliation (ci-après « la Commission ») composée de trois membres : le premier est désigné par l'Autorité concédante, le second par le Concessionnaire et le troisième par décision commune des deux premiers.

La Demande de conciliation est adressée par la Partie demanderesse à l'autre Partie par lettre recommandée avec avis de réception (ci-après « la Demande de conciliation »). La Demande de conciliation doit préciser la nature du différend, la teneur de la demande, la Partie demanderesse et le nom et les coordonnées du membre de la Commission désigné par cette dernière.

L'autre Partie doit désigner le membre de la Commission lui incombant dans les trente (30) jours suivant la réception de la Demande de conciliation. A défaut, la Partie demanderesse la procédure de conciliation s'interrompt. Les parties pourront saisir la juridiction compétente.

Les deux premiers membres de la Commission une fois désignés disposent d'un délai de quinze (15) jours pour désigner le troisième membre de la Commission. À défaut de désignation dans un délai de quinze (15) jours, la procédure de conciliation s'interrompt. Les parties pourront saisir la juridiction compétente.

La Commission ainsi constituée doit rendre sous deux (2) mois un avis et/ou des propositions que les parties s'engagent à examiner de bonne foi.

À défaut d'accord se traduisant par un avenant aux présentes dans un délai de deux (2) mois à compter de la remise des conclusions de la Commission ou, dans ce même délai, si la Commission ne fait pas de proposition, le différend pourra alors être soumis au tribunal administratif territorialement compétent à la requête de la Partie la plus diligente.

13.2 Litiges

En cas de litige sur l'interprétation et l'application des missions qui font l'objet de la concession, les parties s'engagent à rechercher toutes les voies d'un règlement amiable, y compris en faisant appel à la médiation d'une tierce personne.

Si dans un délai d'un mois, un accord n'est pas intervenu entre le Titulaire de la présente concession et l'acheteur, et en l'absence de règlement amiable, qui doit être la première action envisagée et ce quel que soit le différend, le Tribunal Administratif de Rouen est seul compétent pour régler ces différends et litiges.

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :
Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen
Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr
(tél : 02 35 58 35 00 fax : 02 35 58 35 03)

Article 14	ANNEXES
-------------------	----------------

Sont annexées à la présente convention :

Annexe 1 : Plan masse Hôpital ROSENBERG

La présente convention est établie en 2 exemplaires

PARTIE RESERVEE AU CONCESSIONNAIRE

La présente Convention est lue et approuvée par le prestataire
(Nom + cachet + signature)

A
Le

PARTIE RESERVEE A L'AUTORITE CONCEDANTE

A
Le

Le Directeur de l'Autorité concédante